

TUNISIE

Caid Essebsi fait sortir son pays  
d'un guêpier saoudite

**Vingt-quatre heures après la publication du communiqué du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur, tenu à Tunis et qualifiant le Hezbollah d'organisation terroriste, la Tunisie s'est rebiffée contre cette décision pour sauver sa souveraineté. Pour ce faire, il a fallu l'intervention du président Béji Caïd Essebsi qui a remis les pendules à l'heure afin que son pays rejoigne les rangs du «front de refus» conduit par l'Algérie et, à un degré moindre, par l'Irak.**

De Tunis, Kattou Mohamed

Pour le Président tunisien qui est, selon la Constitution, le premier responsable de la politique étrangère du pays, «il n'est pas question de classer le Hezbollah dans la catégorie des terroristes». C'est suite à une audience accordée au ministre des Affaires étrangères que le refus de la Tunisie a été rendu public, corrigeant, ainsi, «l'erreur» commise, vingt-quatre heures plus tôt, par la délégation tunisienne aux travaux du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur.

Nonobstant son attachement à la souveraineté de son pays, le chef de l'Etat tunisien pouvait-il agir autrement face au mouvement de protestation mené par la quasi-totalité des Tunisiens, toutes catégories confondues ? Qu'il s'agisse d'hommes versés dans la politique ou de simples citoyens, tous ont été unanimes à condamner la position adoptée par la Tunisie qui avait souscrit au communiqué du Conseil pour se ranger du côté des pays du Golfe et offrir, sur un plateau, une victoire à l'ennemi sioniste comme le reconnaît le journal israélien *Maâriv*.

Béji Caïd Essebsi n'a pas fait, uniquement, marche arrière, mais, il était, aussi, ferme pour annoncer, tout haut, que l'au-

teur de cette «bourde» doit assumer, pleinement, ses responsabilités. Tout indique qu'il visait le ministre de l'Intérieur, Hédi Majdoub. Ainsi, s'attend-on à un éventuel proche limogeage de ce dernier qui n'occupe son poste que

depuis quelques semaines à la faveur du remaniement ministériel opéré par le chef du gouvernement, Habib Essid.

Selon toute vraisemblance, M. Majdoub n'avait pas coordonné la position de son département avec celle du ministère des Affaires étrangères, encore moins avec le palais présidentiel. Car se prononcer sur une affaire à caractère «extérieur» relève, en priorité, du palais de Carthage.Tout indique, aussi, que le ministre de l'Intérieur n'a pas été en mesure d'apprécier, à sa juste valeur, l'impact de l'approbation, par la Tunisie, du communiqué du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur. Il se serait fait

embarquer, sans trop réfléchir, dans le bateau des pays du Golfe conduit par les wahhabite de Riyadh.

Ainsi, il a mis le régime dans une situation embarrassante vis-à-vis du peuple tunisien et la Tunisie face à un pays (Liban) où le Hezbollah fait partie intégrante de son paysage politico-militaire.

Cela relève, tout simplement, de l'imixtion dans les affaires intérieures d'un pays tiers.

Pire encore, en appuyant les autres pays arabes dans leur tentative d'isoler le Hezbollah, la Tunisie aurait sacrifié une partie de sa souveraineté qu'elle a «jetée

à la poubelle». Aussi, fallait-il agir au plus vite, pour rectifier le tir et sauver ce qui pourrait l'être face à l'opinion internationale et face à un peuple sorti, définitivement, de la phase de résignation et qui compte, désormais, intervenir (et pourquoi pas contester ?) dans tout ce qui engage le pays dans tous les domaines.

C'est ainsi que sont perçues les multiples positions des partis politiques, des associations de la société civile et même à l'échelle individuelle. Cela vaudrait, peut-être, au peuple tunisien le respect et les remerciements du leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

K. M.

TOURNÉE DU SG DE L'ONU DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHRAOUIS

La forte affluence empêche Ban Ki-moon de visiter l'école du 17-Juin à Smara

**Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, n'a pas pu visiter hier l'école du 17-Juin à Smara (camps de réfugiés sahraouis), en raison de la grande affluence de réfugiés enthousiastes, venus accueillir le responsable de l'organisation internationale, qui effectue une visite dans la région en vue de relancer le processus de règlement du conflit au Sahara occidental, opposant le Maroc et le Front Polisario.**

Des milliers de réfugiés se sont massés sur le parcours de M. Ban Ki-moon, et aux alentours de cet établissement scolaire géré par l'ONU, pour réaffirmer leur attachement à l'indépendance et l'exercice de leur droit à l'autodétermination, mettant les Nations-Unies devant leur responsabilité quant au règlement du conflit, a constaté

l'APS. Les Sahraouis brandissaient des banderoles et scandaient des slogans appelant à l'«organisation, en urgence, du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui» en lutte contre l'occupant marocain. Devant une telle affluence, M. Ban n'a même pas pu descendre de sa voiture officielle, alors que son programme initial de sa visite dans les camps de réfugiés prévoyait une halte dans l'école du 17-Juin ainsi que la tenue d'une rencontre avec les jeunes Sahraouis. Après Smara, M. Ban Ki-moon s'est dirigé vers Chahid El-Hafedh, où il a été accueilli par le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, avant d'être reçu, pour des entretiens de haut niveau, par le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Mohamed Abdelaziz, également secrétaire général du Front Polisario.

Arrivé à bord d'un hélicoptère à Smara, M. Ban est accompagné d'une délégation onusienne parmi laquelle se trouve son Envoyé personnel au Sahara occidental, Christopher Ross.

TURQUIE

Nouveau coup de force du gouvernement contre la presse

**Le quotidien Zaman titrait hier sur un «jour de honte» pour la liberté de la presse en Turquie et ses défenseurs ont été dispersés sans ménagement par la police, au lendemain de la spectaculaire mise sous tutelle du journal d'opposition.**

En début d'après-midi, la police est intervenue pour mettre fin au rassemblement à Istanbul de quelque 500 personnes devant le siège du journal, hostile au président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, investi dans la nuit par les forces de l'ordre, a constaté un photographe de l'AFP. Les forces de l'ordre ont copieusement arrosé la foule de gaz lacrymogène, utilisant également des canons à eau et des tirs de balles en caoutchouc. «On ne fera pas taire la presse libre», criaient les manifestants. Cette affaire, qui a suscité l'inquiétude de l'Union européenne et des Etats-Unis, survient à deux jours d'un sommet lundi entre l'UE et la Turquie sur la crise des migrants, au cours duquel Ankara espère une accélération de sa procédure d'adhésion à l'Europe en échange d'efforts pour enrayer le flot des candidats à l'exil qui quittent clandestinement ses côtes.

«La Constitution est suspendue», affichait samedi matin *Zaman* en Une, en gros caractères blancs sur fond noir, après avoir réussi à imprimer une édition réduite avant l'assaut . «La presse turque vient de vivre un des jours les plus noirs de son

histoire», accuse le journal, dénonçant «une prise de contrôle organisée par les autorités».

Peu avant minuit, la police avait investi le bâtiment, dispersant des centaines de personnes qui s'étaient rassemblées devant les locaux. Hier matin, un important dispositif policier entourait les lieux, contrôlant soigneusement l'identité des employés qui se rendaient à leurs postes de travail. Des administrateurs désignés par les autorités ont déjà pris leur fonction sur place. L'Union européenne et les Etats-Unis ont fait part hier de leur profonde inquiétude pour la liberté de la presse en Turquie. Le commissaire européen à l'élargissement, Johannes Hahn, s'est déclaré «extrêmement préoccupé par les derniers développements autour du jour-

nal *Zaman*, qui mettent en danger les progrès de la Turquie dans d'autres domaines».

«Nous allons suivre de près ce qui va se passer. La Turquie, candidate à l'adhésion, doit respecter la liberté de la presse. Les droits fondamentaux ne sont pas négociables», a-t-il souligné.

Le président du Parlement européen, Martin Schulz, a promis d'évoquer le sujet, «un nouveau coup porté à la liberté de la presse en Turquie», lors de sa rencontre lundi avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu. Et Washington, par la voix du porte-parole du département d'Etat John Kirby, a dit regretter «la dernière d'une série d'inquiétantes actions judiciaires et policières prises par le gouvernement turc pour cibler des médias et ceux qui le critiquent». «Nous demandons aux autorités turques de s'assurer que leurs actes sont conformes aux valeurs démocratiques universelles, inscrites dans leur propre Constitution, dont la liberté d'expression et

la liberté de la presse», a-t-il poursuivi. Le groupe *Zaman*, qui outre le quotidien *Zaman* possède le journal de langue anglaise *Today's Zaman* et l'agence de presse Cihan, est considéré comme étant proche de l'imam Fethullah Gülen, un ancien allié devenu l'ennemi numéro un de M. Erdogan depuis un retentissant scandale de corruption qui a éclaboussé le sommet de l'Etat fin 2013.

Le président accuse M. Gülen, 74 ans, d'être à l'origine des accusations de corruption qui l'ont visé il y a deux ans et d'avoir mis en place un «Etat parallèle» destiné à le renverser, ce que les «gülenistes» nient farouchement.

Depuis ce scandale, les autorités turques ont multiplié les purges, notamment dans la police et le monde judiciaire, et les poursuites judiciaires contre les proches de la nébuleuse Gülen et ses intérêts financiers. Depuis plusieurs mois, l'opposition turque, les ONG de défense des médias et de nombreux pays s'inquiè-

tent des pressions croissantes exercées par M. Erdogan et son gouvernement sur la presse et dénoncent sa dérive autoritaire. Deux journalistes du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, *Can Dündar* et *Erdem Gül*, doivent ainsi être jugés à la fin du mois pour avoir fait état de livraisons d'armes d'Ankara à des rebelles islamistes en Syrie. Ils risquent la prison à vie. Le gouvernement turc a interdit de diffusion la semaine dernière la chaîne de télévision pro-kurde IMC, accusée de «propagande terroriste» en faveur des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit). La justice turque avait déjà mis en octobre sous tutelle la holding Koza-Ipek, également proche de l'imam Gülen, qui détenait deux quotidiens et deux chaînes de télévision qui ont aujourd'hui mis la clé sous la porte.

La Turquie pointe à la 149<sup>e</sup> place sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF).

BRÉSIL

Lula appelle ses partisans à le soutenir dans les rues

**Interpellé et interrogé vendredi dans le cadre du scandale de corruption Petrobras, l'ex-président brésilien Lula, icône de la gauche, a annoncé qu'il se battrait jusqu'au bout et a appelé ses partisans à descendre dans la rue pour défendre son parti, le Parti des travailleurs (PT, gauche), actuellement au pouvoir.**

«S'ils veulent me vaincre, alors ils devront m'affronter dans les rues de ce pays» et «si quelqu'un pense que les persécutions et les dénonciations vont me faire taire, moi j'ai survécu à la faim, et celui qui survit à la faim ne renonce jamais», a-t-il lancé vendredi soir, devant des centaines de ses partisans réunis au siège du syndicat des employés de banque de Sao Paulo.

Presque à la même heure, au moment du journal télévisé, dans certains quartiers aisés de Rio et de Sao Paulo, des habitants applaudissaient à la fenêtre ou tapaient sur des casseroles en soutien au travail de la police et de la

justice et contre Luiz Inacio Lula da Silva, qui a dirigé le Brésil de 2003 à 2010. Portant un t-shirt rouge, l'étoile du parti sur la poitrine, Lula, 70 ans, a réitéré de sa voix rauque le message de combativité qu'il avait adressé dans la matinée juste après son interrogatoire par la justice. Les procureurs «ont ravivé la flamme qui m'habite ! La lutte continue ! Je ne sais pas si je serai candidat en 2018 (à la Présidence) mais cela augmente mon envie», avait-il déclaré, promettant de parcourir son pays pour défendre le parti qu'il a fondé en 1980, vers la fin de la dictature. La journée avait mal commencé pour lui, avec la police frappant à la porte de son domicile en grande banlieue de Sao Paulo pour qu'il s'explique sur un appartement et une maison de campagne qui lui appartendraient et auraient été financées par des entreprises accusées de corruption, ce qu'il nie. Là, déjà, des dizaines de militants partisans ou hostiles à Lula lançaient des mots d'ordre et

s'insultaient mutuellement, en venant parfois aux mains. Selon le procureur Carlos Fernando dos Santos Lima, chargé de l'enquête Petrobras, l'ex-chef de l'Etat a bénéficié de «beaucoup de faveurs» de la part de grandes entreprises du bâtiment mises en cause dans le cadre de ce vaste scandale.Mais il n'envisage pas de demander l'incarcération de l'ancien Président à ce stade de l'enquête. L'interpellation de Lula divisait les juristes hier, beaucoup trouvant cela «exagéré», comme l'un des juges de la Cour suprême.

«On ne peut pas obliger quelqu'un à témoigner quand il n'y est pas obligé. C'est le cas de Lula puisqu'il a déjà témoigné spontanément dans le cadre de cette affaire», a déclaré à l'AFP Thiago Bottino, spécialiste en droit pénal à la Fondation Getulio Vargas (FGV). Mais le procureur allègue que le mandat d'amener mis à exécution à l'aube chez Lula avait pour but d'éviter le tumulte dans les rues car annoncer que Lula va

être interrogé mobilise partisans et opposants. Selon Michel Mohallem, professeur de droit à la FGV, «le discours de Lula a été très fort et a entraîné une grande réaction sur les réseaux sociaux en sa faveur». «Il peut jouer les martyrs et sortir renforcé dans ses arguments et il a même reçu le soutien d'un juge de la cour», dit-il à l'AFP. Les militants du PT ont déjà convoqué des manifestations de soutien à Lula dans les rues tandis que d'autres manifestations sont prévues depuis longtemps dans tout le Brésil le 13 mars par les opposants à Dilma Rousseff, le successeur de Lula, pour réclamer sa destitution. Très impopulaire, elle aussi est en mauvaise position, menacée par une procédure de destitution entamée fin 2015 par un groupe de juristes soutenus par l'opposition, qui l'accusent d'avoir maquillé les comptes publics, au moment où le Brésil, première économie d'Amérique latine, traverse une récession sans précédent.

SOUDAN

Décès de Hassan Al-Tourabi, figure de l'opposition soudanaise

Hassan Al-Tourabi, importante figure de l'opposition soudanaise qui fut l'éminence grise du régime du Président Omar El-Béchir, est décédé hier d'un arrêt cardiaque à l'âge de 84 ans à Khartoum, a indiqué une source médicale.

Le vétéran islamiste avait été transféré «à l'unité des soins intensifs hier matin à la suite d'un infarctus, qui a causé son décès» à l'hôpital Royal Care de Khartoum, selon la même source.